

p.B.15.21 Su (17)
 p.B.15.21 Fi (7) - LR/cho
 p.B.72.9.15.1

Copie berte

Berne, le 25 mai 1984

CONFIDENTIEL

Voyage de M. le Secrétaire d'Etat E. Brunner
 en Suède et en Finlande
 du 6 au 12 mai 1984

Compte-rendu des entretiens

A l'invitation de ses collègues suédois et finlandais, M. le Secrétaire d'Etat E. Brunner (BRE) s'est rendu à Stockholm et Helsinki du 6 au 12 mai 1984. BRE a profité de son passage à Stockholm pour suivre pendant deux jours les travaux de la CDE et s'entretenir avec une dizaine de chefs de délégation.

1. Entretiens avec M. Pierre Schorri (S), Secrétaire d'Etat suédois au Ministère des affaires étrangères

1. 1. Relations Est-Ouest et américano-soviétiques

BRE et S ont constaté un gel des relations entre les deux superpuissances; il n'est guère prévisible, dans ces circonstances, d'assister à une reprise des négociations avant les élections américaines de novembre 1984. Il appartient donc aux pays européens de maintenir dans la mesure du possible les canaux de communication ouverts notamment à la Conférence de Stockholm et, pour les pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, dans une moindre mesure, dans le cadre des négociations MBFR.

BRE a réaffirmé que la reprise des négociations de Genève constituerait la meilleure des mesures de confiance.

1. 2. Moyen-Orient

S, qui revenait d'Israël et de Tunisie, pensait qu'une victoire travailliste aux élections israéliennes signifierait à la fois un retrait des troupes israéliennes du Liban, un ralentissement de l'implantation israélienne dans les territoires occupés et une chance raisonnable de négociation avec les Arabes, notamment avec l'OLP. Il estime que la position du leader de l'OLP, Yasser Arafat, s'est renforcée, notamment en Egypte où il a obtenu certaines concessions en faveur de l'OLP de la part de Mubarak et en Tunisie où il est apparu comme un homme de dialogue et a fermement condamné les actes terroristes.

BRE, après avoir informé S du déroulement des deux conférences de réconciliation sur le Liban, exprime la nécessité d'aider à la reconstruction de ce pays maintenant libéré du facteur palestinien par la double victoire des Israéliens et des Syriens, tout



en gardant à l'esprit qu'un des problèmes clés pour toute solution durable de la crise interne libanaise reste la mise en place d'arrangements de sécurité avec Israël.

1. 3. Afrique australe

S exprime la grande suspicion de son pays à l'égard des récentes initiatives sud-africaines et son soutien à l'ANC et à la SWAPO. Les Suédois veulent manifester leur solidarité avec les pays du front en organisant une conférence des ministres des affaires étrangères à Stockholm en présence des ministres des affaires étrangères des pays nordiques.

BRE informe S de la prochaine visite du Premier Ministre Botha à Berne en soulignant la nécessité et l'utilité pour la Suisse de dialoguer avec ceux qui ont des opinions divergentes ou opposées aux siennes. Bien que S ne partage pas cette analyse, ils se tiendront réciproquement informés de ces réunions.

1. 4. Sud-Est asiatique

BRE informe S de la récente visite à Berne du Premier Ministre du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et Président du Front national de libération du peuple khmer, M. Son Sann. S, bien que ne le disant pas, n'a pas pu cacher la déception des Suédois face à l'actuelle politique expansionniste des Vietnamiens.

1. 5. Amérique centrale

Les Suédois s'alignent très fidèlement sur le point de vue de Managua dans le conflit qui oppose le Nicaragua aux Etats-Unis et soutiennent les efforts du groupe de Cantadora pour l'élaboration d'un traité de paix.

1. 6. Sous-marins non identifiés dans les eaux territoriales suédoises

S informe BRE des derniers développements de cette affaire tout en relevant la volonté de la Suède de défendre sa souveraineté sans pour autant se départir de sa neutralité. Cette dernière allusion se réfère à la nationalité des sous-marins qui n'a jamais pu être formellement déterminée.

1. 7. Missiles de croisière survolant le territoire d'un Etat neutre

Dans cette question, les vues des deux pays sont identiques, à savoir la destruction de tout engin survolant leur territoire, indépendamment de leur origine. Cette position est néanmoins assortie d'une limite de nature technique. En outre, la question de savoir si la destruction d'un tel engin peut provoquer une explosion nucléaire reste ouverte.

1. 8. Réactivation des rencontres entre Secrétaires d'Etat des quatre pays neutres

L'idée de ces rencontres est de s'informer et de se concerter

sur des sujets et des problèmes qui n'entrent pas dans le cadre unique de la CSCE. BRE et S ont décidé d'aller de l'avant avec la reprise de ces réunions annuelles avec l'idée que les Autrichiens pourraient organiser la première réunion dans le courant du mois de septembre. Un des sujets envisageables serait l'étude d'un appel commun à la ratification des protocoles additionnels aux Conventions de Genève. On pourrait également envisager d'associer à ces réunions, dans une phase ultérieure, la Yougoslavie.

1. 9. Collaboration des neutres dans le cadre du Traité de non-prolifération

Les Suédois entendent continuer à participer aux travaux du groupe des non-alignés alors que la Suisse espère, avec les Autrichiens et les Finlandais, revenir aux WEOG lors de la prochaine réunion d'experts.

1.10. Domaine nucléaire et de la sécurité

Dans le cadre de la discussion sur la CDE (voir point 3), BRE a exprimé le refus de la Suisse de s'aligner sur un certain activisme suédois dans le domaine nucléaire et de la sécurité, notamment en ce qui concerne leur projet de dénucléarisation de la zone nordique et de mise en place d'un corridor dénucléarisé le long de la ligne de démarcation Est-Ouest en Europe continentale.

2. Entretiens avec M. Matti Tuovinen (T), Secrétaire d'Etat finlandais au Ministère des affaires étrangères

Les entretiens ont débuté par une visite de courtoisie chez le Ministre finlandais des affaires étrangères, M. Paavo Väyrynen (V), à l'occasion duquel celui-ci a exprimé le voeu de voir s'intensifier les contacts entre la Suisse et la Finlande. V a en outre réagi très positivement à la proposition de reprendre les réunions annuelles des Secrétaire d'Etat des quatre pays neutres. Il a également émis l'espoir que la CDE arrive rapidement à des résultats concrets afin que le 10ème anniversaire du processus d'Helsinki puisse se célébrer dignement l'année prochaine dans la capitale finlandaise.

2. 1. Relations Est-Ouest et américano-soviétiques

T comme BRE pense que la situation est bloquée et que rien ne pourra se passer d'ici aux élections américaines et ceci malgré la reprise des MBFR et de la Conférence de Stockholm.

2. 2. Moyen-Orient

L'analyse de la situation rejoint celle faite lors des entretiens avec Schorri.

2. 3. Afrique australe

Les Finlandais sont pour le moins surpris par les derniers développements dans cette région du monde et pensent que les accords conclus par Pretoria avec ses voisins sont dictés par des considérations économiques et que la confrontation politique demeure. La Finlande est prête, le cas échéant, à jouer un rôle actif dans le règlement de la question de la Namibie, notamment en y envoyant un contingent de casques bleus. En ce qui concerne la visite Botha à Berne, T dit comprendre la position de la Suisse et se déclare intéressé à être informé des résultats de cette visite.

2. 4. Sud-Est asiatique

T pense que la Chine est disposée à négocier avec l'URSS mais qu'elle ne peut admettre l'hégémonie vietnamienne en Indochine.

2. 5. Amérique centrale

Après que BRE ait brièvement exposé le déroulement des élections au Salvador qui aurait été plutôt sérieux par rapport aux standards locaux, T exprime son souci face à la situation alarmante dans cette région du monde et son soutien aux efforts du groupe de Cantadora dans l'espoir que celui-ci puisse influencer les "radical non-democratic regimes".

2. 6. Réactivation des rencontres entre Secrétaires d'Etat des quatre pays neutres

T, faisant écho aux déclarations de son ministre, réagit très positivement à cette proposition et pense que l'on pourrait également, dans le cadre de ces réunions, étudier certains problèmes ne touchant pas directement l'Europe.

2. 7. Collaboration des neutres dans le cadre du Traité de non-prolifération

La Finlande, comme la Suisse, souhaite rejoindre les WEOG. Dans ce contexte, T exprime son inquiétude face au développement de nouvelles armes telles les armes spatiales dont le contrôle devient de plus en plus aléatoire.

2. 8. UNESCO

T, comme BRE, est préoccupé par l'évolution de l'UNESCO et regrette que la recherche d'une solution à la crise de l'organisation se fasse sous la menace très concrète du départ des Etats-Unis. En ce qui concerne les problèmes budgétaires de l'UNESCO, T pense que ceux-ci pourraient être résolus par une réduction des activités et une compression de la budgétarisation de certains programmes.

2. 9. Collaboration nordique et relations avec l'URSS

T se plaît à relever le bon esprit de coopération qui règne au sein des pays nordiques tout en exprimant un soutien mitigé aux propositions nordiques en matière de zone et de corridor dénucléarisés.

Les relations avec l'URSS, fondées sur le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle de 1948, n'ont pas été affectées par les deux récents changements à la tête de l'URSS. Preuve en est la visite que vient d'effectuer le Président Koivisto en URSS, premier Chef d'Etat à être reçu par Tchernenko.

2.10. Questions bilatérales

La question d'une visite d'Etat en Suisse reste ouverte.

T souhaite d'autre part que les négociations relatives à un accord sur la sécurité sociale entre les deux pays progressent vu l'intérêt que les quelque 4000 Finlandais résidant en Suisse y attachent.

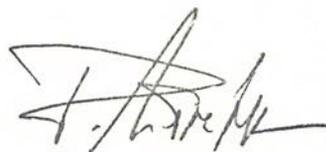
3. C D E (repris du Wochentelex no 21 du 21 mai 1984 sig. BRE)

Les entretiens avec les Secrétaires d'Etat de Suède et de Finlande comme les contacts personnels avec une dizaine de chefs de délégation, notamment des Etats-Unis, d'URSS, de Grande-Bretagne, de France, de Hongrie, avec le Sous-Secrétaire d'Etat norvégien et quelques représentants des N+N dégagent tous la même impression, à savoir que jusqu'à la fin de l'année il ne faut pas s'attendre à l'amorce d'une négociation sérieuse à Stockholm. En revanche, et tout le monde en convient également, il est utile d'employer les quelques mois qui nous séparent de la fin de l'année pour clarifier les positions respectives, afin d'être prêts le moment venu, c'est-à-dire au début de l'année prochaine, à engager une véritable négociation. Il serait également faux de vouloir compartimenter la Conférence en groupes de travail ou en commissions sans qu'au préalable on se soit mis d'accord sur l'économie générale du document qui mettra un terme aux travaux de Stockholm et les chapitres que ce document contiendra. Selon la décision prise, la mise en place de commissions correspondant aux différents chapitres envisagés découlera dès lors tout naturellement. Les Soviétiques, en déposant ce document, ont admis l'idée d'une part qu'il y aura des mesures de confiance améliorées par rapport à Helsinki, mais en même temps voudraient que la Conférence se penche également sur quatre idées qu'ils avancent, à savoir des discussions sur les armes chimiques, le non-recours en premier à l'arme nucléaire, un pacte de non-agression entre les deux alliances militaires et, enfin, "quelque chose", car les idées soviétiques à ce propos ne semblent pas très claires, sur le non-emploi de la force. Notre attitude à cet égard est la suivante:

- a) les armes chimiques sont discutées ailleurs, à Genève, et dès lors il ne faut pas faire double emploi;

- b) un pacte de non-agression entre les deux alliances militaires n'entre pas dans les compétences de la CSCE qui, selon ses règles de procédure, doit se dérouler en dehors des alliances militaires;
- c) le problème de l'emploi de l'arme atomique n'est pas dans le mandat de la Conférence de Stockholm, tel qu'il a été élaboré à Madrid;
- d) seule une déclaration politique, ou éventuellement l'amorce d'une négociation sur un traité général de non-recours à la force entre les 35 pays, pourrait faire l'objet d'une discussion, encore que la rédaction d'un tel traité transformerait radicalement la Conférence de Stockholm, la prolongerait dans le temps et nécessiterait des pleins pouvoirs nouveaux pour les négociateurs.

En d'autres mots, et comme dans toute conférence, il faut savoir qu'il y a un temps pour l'action et un temps pour l'inaction. Les 35 Etats à Stockholm doivent se résigner à une période d'inaction. Il convient d'être patient et d'attendre, ce qui n'est pas toujours facile pour certains de nos amis des N+N, et surtout pour un groupe de membres de l'OTAN dont les gouvernements à tort ou à raison se croient soumis à une pression de l'opinion publique pour faire à tout prix quelque chose.



R. Loretan

Distribution: Secrétariat CFA

Division politique I

Secrétariat politique

Ambassades de Suisse à Stockholm
Helsinki
Vienne